



## Arrêt

**n° 158 161 du 10 décembre 2015**  
**dans l'affaire X / V**

**En cause : X**

**ayant élu domicile : X**

**contre :**

**le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides**

### **LE PRÉSIDENT F.F. DE LA VE CHAMBRE,**

Vu la requête introduite le 5 août 2015 par X, qui déclare être de nationalité sénégalaise, contre la décision du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, prise le 9 juillet 2015.

Vu l'article 51/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu le dossier administratif et la note d'observations.

Vu l'ordonnance du convoquant les parties à l'audience du 19 novembre 2015.

Entendu, en son rapport, B. LOUIS, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, la partie requérante assistée par Me C. DESENFANS, avocat, et K. GUENDIL, attaché, qui comparaît pour la partie défenderesse.

### **APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :**

#### **1. L'acte attaqué**

Le recours est dirigé contre une décision de refus du statut de réfugié et de refus du statut de protection subsidiaire, prise par le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides (ci-après dénommé le Commissaire général), qui est motivée comme suit :

#### **« A. Faits invoqués**

*Selon vos déclarations, vous êtes de nationalité sénégalaise et d'appartenance ethnique wolof. Vous êtes née le 24 octobre 1993 à Touba.*

*Vers l'âge de 5 ans, votre famille décide de vous placer chez votre tante [A. M.] qui vit à Dakar et ce en raison de vos problèmes cardiaques qui vous amènent à vous rendre fréquemment à l'hôpital.*

*Vers l'âge de 8 ou 9 ans, votre cousine [P. M.], qui partage votre chambre, commet sur vous des attouchements sexuels. Les premières années, vous souffrez de cette situation mais progressivement*

*vous vous y habituez. Vers l'âge de 17 ans, vous prenez goût à ces pratiques, prenant ainsi conscience de votre homosexualité.*

*Le 22 octobre 2011, vous rencontrez [W. M.] lors d'une soirée. Vous entamez avec cette dernière une relation intime et suivie.*

*Le 31 janvier 2015, après avoir assisté au concert du chanteur Wally SECK au « Pencmi », vous vous rendez au domicile de [W.] et de sa tante [K. T.]. Vous pensez que celle-ci se trouve en Gambie dans le cadre de ses activités professionnelles. Une fois dans la chambre de [W.], vous entretenez des rapports intimes. Soudain, [K. T.] ouvre la porte de la chambre et vous surprend en pleins ébats. La tante de [W.] crie et vous insulte. Pendant ce temps, vous vous rhabillez et vous prenez la fuite. Les cris de [K. T.] alertent les voisins qui sortent dans la rue. Vous parvenez tout de même à attraper un taxi pour vous rendre à la gare routière. De là, vous prenez une voiture pour Saint-Louis.*

*Vous arrivez à Saint-Louis le lendemain matin. Vous vous rendez chez votre tante [F. M.]. Celle-ci est au courant de vos mésaventures et vous frappe et vous insulte en raison de votre homosexualité. Vous lui dites que c'est la seule personne qui peut vous aider et que si elle ne le fait pas vous risquez d'être tuée. Votre homonyme accepte finalement de vous cacher dans une de ses maisons à Saint-Louis. Son fils [B. D.] se rend chaque jour dans cette maison pour vous apporter à manger. Le troisième jour cependant il vous force à entretenir des relations intimes avec lui en vous menaçant de divulguer votre cachette si vous refusez. Craignant pour votre vie vous acceptez le marché. Vous entretenez des rapports intimes avec Baye jusqu'à la veille de votre départ en Belgique.*

*Vous quittez le Sénégal le 6 mars 2015, par avion, et vous arrivez en Belgique le lendemain. Vous décidez de déposer une demande d'asile à l'Office des étrangers le 9 mars 2015.*

## **B. Motivation**

*Après avoir analysé votre dossier, le Commissariat général n'est pas convaincu que vous avez quitté votre pays en raison d'une crainte fondée de persécution au sens défini par la Convention de Genève de 1951 ou en raison d'un risque réel d'encourir des atteintes graves telles que mentionnées dans la définition de la protection subsidiaire.*

***Premièrement, bien que le Commissariat général observe qu'il n'est pas évident de prouver objectivement son orientation sexuelle, il est en droit d'attendre d'un demandeur qui se dit homosexuel qu'il soit convaincant sur son vécu et son parcours relatifs à son orientation sexuelle. Autrement dit, le Commissariat général est en droit d'attendre d'une personne qui allègue des craintes ou des risques en raison de son homosexualité un récit circonstancié, précis et exempt d'incohérence majeure. Or, tel n'est pas le cas en l'espèce.***

*En l'espèce, invitée à évoquer la relation intime que vous soutenez avoir entretenue durant près de plus de trois ans avec une autre femme, [W. M.], vous tenez des propos évasifs et inconsistants qui empêchent de croire à de telles affirmations. Vous ne pouvez en effet fournir aucune indication significative sur l'étroitesse de votre relation, susceptibles de révéler une quelconque communauté de sentiments ou convergence d'affinités, voire une quelconque intimité ou inclination.*

*Le Commissariat général constate que certes vous donnez sans difficulté des éléments de base de la personnalité de [W.], tels que sa composition familiale ou sa date de naissance, qui prouvent que vous connaissez effectivement cette personne. En revanche, vos propos se révèlent inconsistants lorsqu'il vous est demandé d'évoquer des facettes plus intimes de votre relation. Ainsi, invitée à relater un événement particulièrement marquant de votre vie de couple, vous évoquez le jour où [W.] est venu en aide à une vieille femme pour porter son saut d'eau. Lorsqu'il vous est demandé de décrire un événement qui illustre plus spécifiquement votre vécu commun avec [W.], vous n'êtes pas en mesure d'évoquer un événement en particulier, vous bornant à décrire des comportements de portée générale tels que ; « lorsque je l'accompagne à la plage ou en soirée, elle me parle de ses problèmes et moi je fais la même chose », ou encore ; « à chaque fois qu'on devait se rendre quelque part, les gens se disaient qu'on était des amies ». Invitée à donner un exemple précis, vous répondez de manière tout aussi évasive : « Si on devait se rendre à une cérémonie religieuse, on y allait à deux. Si quelque chose me fait du mal, je lui en parle et elle me réconforte, et quand elle a des soucis, elle vient m'en parler » (rapport d'audition du 4 mai 2015, p. 24 et 25). Le Commissariat général estime à cet égard que vos propos sont bien trop vagues et imprécis pour emporter sa conviction. Si comme vous l'alléguez, vous*

avez entretenu avec [W.] une relation intime de plus de trois ans, vous devriez être en mesure de donner nombre d'anecdotes et d'événements marquant qui ont jalonné votre vécu commun. Or, tel n'est pas le cas en l'espèce. Ce constat jette un lourd discrédit sur la réalité du caractère intime de votre relation avec [W.].

De plus, le Commissariat général constate que, bien que vous ayez envie d'avoir des nouvelles de [W.], vous n'avez entrepris aucune démarche pour essayer d'en avoir depuis votre arrivée en Belgique. Invitée à expliquer le peu d'enclin dont vous faites preuve pour vous enquérir de la situation de [W.] au Sénégal, vous répondez que vous avez demandé à votre tante, mais que celle-ci ne veut plus évoquer le cas de votre petite amie de peur de s'attirer des ennuis. Cependant, le Commissariat général estime que vous auriez pu mettre en oeuvre d'autres moyens pour obtenir des nouvelles de [W.]. Interrogée à ce sujet, vous répondez que vous n'y avez même pas songé (rapport d'audition du 9 juin, p. 8). Le peu d'intérêt dont vous faites preuve concernant le sort d'une personne qui était votre petite amie au moment où vous avez quitté le Sénégal ne convainc pas de la réalité des faits.

En outre, bien que vous considérez [K. T.], qui a élevé [W.] depuis la mort de ses parents comme votre propre tante, vous ignorez son âge, vous ne connaissez pas la raison pour laquelle elle n'est pas mariée, et vous ne savez pas si elle a un petit ami (rapport d'audition du 9 juin 2015, p. 6 et 7). Dans la mesure où vous déclarez connaître, et avoir beaucoup discuté avec [K.] au point de la considérer comme votre propre tante, l'inconsistance de vos propos relative à la vie privée de cette dernière empêche de se convaincre de la réalité des faits. Ce constat relativise sérieusement l'intimité des liens qui vous unissent avec l'entourage de [W.], et donc la crédibilité de votre relation homosexuelle suivie avec cette dernière.

Le même constat peut être fait concernant vos fréquentations communes. Ainsi, interrogée sur vos amis communs, vous déclarez que [W.] et vous avez deux amies qui s'appellent [D.] et [D.], mais vous ignorez leurs noms complets (rapport d'audition du 9 juin, p. 7 et 8). Le Commissariat général estime pourtant qu'après avoir entretenu une relation intime et suivie avec une autre femme, vous devriez être en mesure de citer les noms complets de certaines de vos fréquentations. Or, tel n'est pas le cas en l'espèce. Ce constat empêche de croire en la réalité de votre vécu commun, si bien qu'il est impossible de se convaincre du fait que vous avez entretenu, avec [W.], une relation intime et suivie.

Dans la mesure où [W. M.] constitue votre seule relation homosexuelle intime et suivie (selon vos déclarations vous ne considérez pas [P. M.] comme votre petite amie mais uniquement comme la personne qui vous a fait prendre conscience de votre homosexualité), les constats dressés précédemment par le Commissariat général jettent un sérieux trouble sur la crédibilité de votre homosexualité alléguée.

Le Commissariat général n'est pas plus convaincu par le récit de la découverte de votre homosexualité. Vous déclarez en effet que vous avez pris conscience de votre orientation sexuelle à l'âge de 17 ans, suite à un rapport intime peu convaincant que vous avez entretenu avec un autre homme. Vous auriez alors réalisé que les rapports que vous entreteniez avec [P. M.] pendant votre adolescence vous convenaient davantage. Dans ces conditions, le Commissariat général estime incohérent le fait que vous ne ressentiez aucune attirance pour aucun des deux sexes avant l'âge de 17 ans. C'est d'autant plus incohérent que vous affirmez avoir ressenti du plaisir avec [P.] à partir de l'âge de 13 ans, et que, selon vos propres termes, «quelque chose se passait » entre cette dernière et vous (rapport d'audition du 9 juin 2015, p. 4 et 5). L'incohérence de vos déclarations à cet égard ne donne pas une impression de vécu quant à la découverte de votre orientation sexuelle. Ce constat jette un trouble sur la crédibilité de votre homosexualité alléguée.

De même, le Commissariat général estime incohérent le fait que vous ignorez comment [P.] a découvert son homosexualité et si elle avait eu des relations intimes avec d'autres femmes, alors que vous dites l'avoir interrogée à propos de la nature des rapports que vous entreteniez. Il est en effet tout à fait incohérent que vous ne l'ayez pas interrogée sur son passé, sur les circonstances qui ont fait qu'elle ait commencé à entretenir des rapports intimes avec une personne du même sexe alors que, selon vos propres termes, vous lui avez demandé pourquoi deux femmes pouvaient entretenir ce genre de relations, car vous vouliez savoir ce que vous faisiez lorsque vous aviez l'âge de 15 ou 16 ans (rapport d'audition du 4 mai 2015, p. 20 et 21). L'incohérence de votre attitude à cet égard, ainsi que l'inconsistance de vos propos concernant le vécu homosexuel de [P.], amenuisent encore davantage la crédibilité du récit de la découverte de votre orientation sexuelle. Ce constat empêche de croire que vous soyez effectivement homosexuelle.

*Au vu des arguments développés supra, le Commissariat n'est pas convaincu par votre homosexualité alléguée. Cette conclusion l'empêche par conséquent de croire le récit de vos faits de persécutions dans la mesure où ceux-ci auraient pour origine votre orientation sexuelle. Or, vos propos ne convainquent aucunement de la crédibilité de votre homosexualité.*

***Deuxièmement, les documents que vous déposez à l'appui de votre demande ne permettent pas de se forger une autre opinion.***

*Ainsi, votre carte d'identité sénégalaise est un commencement de preuve de votre nationalité et de votre identité, deux éléments qui ne sont pas remis en cause dans la présente décision.*

*Ensuite, les documents médicaux faisant état de votre grossesse n'apportent aucun crédit à votre homosexualité alléguée. De plus, ceux-ci ne contiennent aucune précision quant aux circonstances dans lesquelles vous êtes tombée enceinte.*

***Au vu de ce qui précède, le Commissariat général est dans l'impossibilité de conclure qu'il existe, en votre chef, une crainte fondée de persécution au sens défini par la Convention de Genève de 1951 ou des motifs sérieux de croire en l'existence d'un risque réel d'encourir des atteintes graves telles que mentionnées dans la définition de la protection subsidiaire.***

### **C. Conclusion**

*Sur base des éléments figurant dans votre dossier, je constate que vous ne pouvez pas être reconnu(e) comme réfugié(e) au sens de l'article 48/3 de la loi sur les étrangers. Vous n'entrez pas non plus en considération pour le statut de protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 de la loi sur les étrangers.»*

## **2. La requête**

2.1. La partie requérante confirme pour l'essentiel l'exposé des faits figurant dans la décision entreprise.

2.2. Elle invoque la violation de l'article 1<sup>er</sup>, section A, § 2 de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés (ci-après dénommée la Convention de Genève), modifié par l'article 1<sup>er</sup>, § 2, du Protocole additionnel de New York du 31 janvier 1967, de l'article 3 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (ci-après dénommée la Convention européenne des droits de l'Homme), des articles 48/3, 48/4, 48/5, 48/7, 57/6 alinéa 2, et 62 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après dénommée la loi du 15 décembre 1980), des articles 1 à 4 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, « en ce que sa motivation est insuffisante, inadéquate et contient une erreur d'appréciation », ainsi que du « principe général de bonne administration et du devoir de prudence ».

2.3. Elle conteste la pertinence de la motivation de la décision attaquée au regard des circonstances de fait propres à l'espèce et sollicite l'octroi du bénéfice du doute à la requérante.

2.4. À titre principal, elle sollicite la réformation de la décision attaquée et la reconnaissance de la qualité de réfugiée ou l'octroi du statut de protection subsidiaire à la requérante. À titre subsidiaire, elle demande l'annulation de la décision attaquée.

## **3. Documents déposés**

En annexe à sa requête introductive d'instance, la partie requérante fait parvenir au Conseil du contentieux des étrangers (ci-après dénommé le Conseil), plusieurs documents relatifs à la situation des homosexuels au Sénégal ainsi qu'un document de l'UNHCR, intitulé « Principes directeurs sur la protection internationale N° 9 : Demandes de statut de réfugié fondées sur l'orientation sexuelle et/ou l'identité de genre dans le contexte de l'article 1A(2) de la Convention de 1951 et/ou de son Protocole de 1967 relatifs au statut des réfugiés ».

Par porteur, le 19 août 2015, la partie défenderesse fait parvenir au Conseil une note complémentaire accompagnée d'un document du 7 août 2015 du centre de documentation du Commissariat général (ci-après dénommé Cedoca), intitulé « Sénégal – Homosexualité » (dossier de la procédure, pièce 5).

#### 4. L'examen du recours

4.1. La décision attaquée refuse de reconnaître la qualité de réfugiée à la requérante et de lui octroyer le statut de protection subsidiaire en raison du manque de crédibilité de son récit. Elle considère en effet que le récit de la requérante n'est pas circonstancié, précis et spontané ; elle met ainsi en cause l'orientation sexuelle de la requérante ainsi que la relation homosexuelle alléguée avec W.M. Elle considère que le récit produit ne reflète pas l'existence d'une relation intime entre la requérante et W.M. et qu'il ne permet pas de prêter foi aux circonstances dans lesquelles la requérante a découvert son orientation sexuelle. Les documents produits au dossier administratif sont, par ailleurs, jugés inopérants.

4.2. Pour sa part, et après analyse du dossier administratif et des pièces de procédure, le Conseil estime qu'il ne détient pas en l'espèce tous les éléments lui permettant de statuer en connaissance de cause.

4.3. Le Conseil estime tout d'abord que la motivation de la décision attaquée est insuffisante pour mettre valablement en cause le récit d'asile de la requérante quant à son orientation sexuelle. Ensuite, constatant que la relation homosexuelle entre la requérante et W.M. ainsi que les faits allégués sont principalement mis en cause en raison du manque de crédibilité de l'orientation sexuelle de la requérante, il considère que cette motivation est par conséquent également insuffisante.

Le Conseil relève que l'audition n'est pas très approfondie sur certains points, notamment en ce qui concerne l'existence d'une communauté de sentiments et d'une relation intime entre la requérante et W.M., le séjour de la requérante chez sa tante, les circonstances dans lesquelles la requérante est tombée enceinte ainsi que la chronologie des faits, et ne permet dès lors pas d'évaluer valablement la crédibilité de l'ensemble du récit de la requérante.

Le Conseil constate en outre que la décision attaquée se borne à relever des inconsistances et des imprécisions sur des points du récit produit qui n'apparaissent pas fondamentaux pour juger de sa crédibilité.

Enfin, le Conseil observe encore que la requérante indique à l'audience du 19 novembre 2015 que, d'après son oncle, sa compagne, W.M., est en prison à Liberty 6 à Dakar.

Au vu de l'ensemble de ces éléments, le Conseil estime donc qu'il revient à la partie défenderesse d'interroger une nouvelle fois la requérante sur son orientation sexuelle et la relation homosexuelle invoquée ainsi que sur les faits allégués à l'appui de sa demande de protection internationale en ayant égard aux différentes remarques formulées ci-dessus.

4.4. Le Conseil considère encore qu'il est important qu'il détienne des informations complètes, précises et actualisées sur la situation des homosexuels au Sénégal au vu de l'évolution de la situation dans ce pays et notamment concernant les poursuites et condamnations pénales récentes pour motif d'homosexualité, ainsi que les suites de ces affaires. Il revient également à la partie défenderesse de se prononcer sur les documents produits par la partie requérante en annexe à sa requête introductive d'instance.

4.5. Pour le surplus, le Conseil rappelle qu'il appartient aux deux parties de mettre tous les moyens utiles en œuvre afin de contribuer à l'établissement des faits

4.6. Après examen des pièces de la procédure et du dossier administratif, il apparaît qu'il manque au présent dossier des éléments essentiels qui impliquent que le Conseil ne peut conclure à la confirmation ou à la réformation de la décision attaquée, sans qu'il soit procédé à des mesures d'instruction complémentaires. Toutefois, le Conseil n'a pas compétence pour procéder lui-même à cette instruction (articles 39/2, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 2°, et 39/76, § 2, de la loi du 15 décembre 1980 et exposé des motifs de la loi réformant le Conseil d'État et créant le Conseil du Contentieux des Etrangers, exposé des motifs, Doc.parl., Ch. repr., sess. ord. 2005-2006, n° 2479/001, pages 95 et 96). Ces mesures d'instruction complémentaires devront au minimum porter sur les points suivants :

- Nouvelle audition de la requérante et nouvel examen de l'orientation sexuelle et de la relation homosexuelle invoquées ainsi que de la crédibilité des faits et craintes allégués par la requérante à l'appui de sa demande de protection internationale en ayant égard aux différentes remarques formulées ci-dessus.
- Analyse de l'ensemble des documents figurant au dossier administratif et au dossier de procédure ;

- Recueil et analyse d'informations actualisées concernant la situation de la communauté homosexuelle au Sénégal, en accordant une attention particulière aux circonstances individuelles propres au cas d'espèce.

4.7. En conséquence, conformément aux articles 39/2, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 2°, et 39/76, § 2, de la loi du 15 décembre 1980, il y a lieu d'annuler la décision attaquée, afin que le Commissaire général procède aux mesures d'instructions nécessaires, pour répondre aux questions soulevées dans le présent arrêt.

**PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :**

**Article 1<sup>er</sup>**

La décision (CG/X) rendue le 9 juillet 2015 par le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides est annulée.

**Article 2**

L'affaire est renvoyée au Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le dix décembre deux mille quinze par :

M. B. LOUIS, président f.f., juge au contentieux des étrangers,

Mme M. PILAETE, greffier assumé.

Le greffier,

Le président,

M. PILAETE

B. LOUIS